

ENJEU SÉCURITÉ - Marseille (encore...) **L'aveuglement insensé de la Macronie**

"MINISTRE de la ville" est en France, la fonction maudite. D'abord, ce ministère possède un nom trompeur. Ce qui est ici frauduleusement nommé "ville", désigne en fait la galaxie nationale des quartiers ou cités hors-contrôle, dits, au fil des années, "sensibles" "prioritaires", voire "de reconquête républicaine" ; bref, les "territoires perdus de la République". L'art de surnager dans ce marigot étant paré de l'euphémisme, forcément noble, de "Politique de la Ville".

Quartiers, notons-le, qui prolifèrent tant et plus depuis l'origine. Quand le "Ministère de la ville" fut créé sous la présidence Mitterrand, fin 1990, M. Rocard étant Premier ministre, on en comptait quelques centaines ; ± 750 en 1996. Trente-quatre ans plus tard, au dernier comptage, ces quartiers sont près de 1 400 en métropole.

Secundo, "Ministre de la ville" est un poste météorique tout autant qu'à éclipse : Ministre d'État... ministre... ministre délégué... secrétaire d'État... en trente-quatre ans, la France en a cramé une trentaine, la situation sur le terrain empirant sans cesse.

Dans la liste de ces excellences, l'antépénultième victime propitiatoire "de la Ville", Mme Agresti-Roubache, vient de donner au "Point" un sidérant entretien qui confirme - voire, renvoie au rang d'aimables galéjades - tout ce qui s'écrit de sévère sur la politique de la ville : aveuglement aux réalités du terrain... ignorance absolue de tout ce qui touche au crime et au trafic de stupéfiants...

Mais lisons Mme Agresti-Roubache ; elle nous dit comment M. Macron lui-même s'est saisi du dossier marseillais (et elle l'approuve bien sur pleinement) ; citons-la "L'État a d'abord ciblé les principaux problèmes [de Marseille] : écoles... rénovation urbaine... transports... hôpital public" : telles sont les priorités de la Macronie vers 2018. La sécurité ? Zéro. La mairie de la ville alors, connaît-elle mieux le problème ? Peut-elle utilement avertir, prévenir ? Là, Mme Agresti-Roubache largue le napalm : "Le problème, c'est la gouvernance marseillaise... [Benoît Payan, le maire] n'est pas aidé. Il n'a pas de stabilité dans son entourage et les bons sentiments ne règlent pas les problèmes. Il y a un vrai problème de compétences".

Résumons : Le président de la République et son gouvernement n'ont pas idée qu'une criminalité galopante sévit à Marseille (ou s'en moquent) et leur rapport au réel politique marseillais, à toutes les couches de cet indigeste millefeuille (conseil régional... conseil départemental... municipalité...) débute par l'ignorance et s'achève, dans la bouche de Mme Agresti-Roubache, aux limites de l'injure.

Donc : rien sur l'insécurité à Marseille ne soucie M. Macron. Cependant : l'école ? hier encore, on s'entretue devant celles des quartiers Nord, l'une d'elles étant même "criblée de plombs" ; les transports ? Marseille bat tous les records de fraude (50% pour les transports de surface, près des quartiers Nord) ; la rénovation urbaine ? On y engloutit des milliards d'euros, alors que fusillades et homicides perdurent, y compris bien sûr dans les secteurs réhabilités à coup de millions... L'hôpital public ? La violence de la rue, les méfaits des gangs, y métastasent toujours plus.

Alors même que Mme Agresti-Roubache déplore de n'avoir pu ou su transformer sa bonne ville en une bergerie à la Marie-Antoinette baptisée "Marseille en Grand", un rapport officiel énonce qu'"En 2023, Marseille a subi 49 assassinats liés au trafic de stupéfiants, certains commis par de jeunes tueurs ... les 22 suspects arrêtés en 2023 ont en moyenne 21 ans et ont agi [tué...] une ou plusieurs

fois ; tous ont des antécédents judiciaires. Parfois, ils ignorent tout de leurs victimes et les tuent purement pour l'argent". La note s'alarme enfin des fortes similitudes entre cette nouvelle génération de criminels et les jeunes "sicaires" des cartels d'Amérique latine. Bien vu, car le taux d'homicides des quartiers Nord de la ville, du XIIIe au XVIe arrondissements, est de 18 pour 100 000 habitants en 2023 ; rappel : 1,2/100 000 pour toute la France ; Brésil, ± 19/100 000 et Guatemala, ± 17/100 000.

Toujours en octobre 2024 :

- Cité de la Castellane, Marseille 16e, des policiers longuement visés (de 21h à 2h du matin) par les tirs de mortiers d'une trentaine d'individus ; pas d'interpellations. Deux policiers lynchés par une dizaine d'individus le 16 octobre passé dans la même cité.

- La Cour des comptes carbonise la sécurité de la ville "hors norme" de Marseille : homicides (premier rang national : Bouches-du-Rhône), cambriolages (12.1/1000 habitants), vols de véhicules (7.8/1000 hab.), vols avec armes (2.5 fois plus qu'à Paris) ; championne ès-toxicomanie et 2e pour le trafic de drogue, après la Seine-Saint-Denis. La criminalité liée au narcotrafic y explose, due à la guerre entre deux gangs locaux pour le contrôle des points de deal. 107 fusils d'assaut saisis en 2023 dans les Bouches-du-Rhône - lisez bien : vingt fois plus qu'en 2019...

- Le méga plan Macronien de "Marseille en Grand" ? Là aussi, la Cour des comptes tire à tuer : "Conçu de manière précipitée... Suivi indigent... Défaut de cohérence... insuffisance intrinsèque"...

- Fusillades, règlements de comptes et agressions de policiers continuent à un rythme soutenu, d'abord dans les lugubres quartiers Nord de la ville - à tel point qu'ici, le signataire en vient à songer à "Front rouge", célèbre poème stalinien d'Aragon : "*L'éclat des fusillades ajoute au paysage une gaité jusqu'alors inconnue*"...

Au point que désormais, Marseille est devenu une sorte de mètre-étalon du crime urbain ; titre récent d'un quotidien de province "Clermont-Ferrand, c'est Marseille en plus petit".

Voici peu, un sondage du "Figaro" révélait que 82% des Français ont "une mauvaise opinion des partis politiques" ; en tout cas, de ceux qui sont au pouvoir, ou ont gouverné. Quand on voit un président de la République - pouvoir politique suprême - déverser par lubie des milliards sur une ville sans avoir idée de sa réalité politique ; comptant y régler les problèmes à coup de bobards médiatisés par ses domestiques ; quand on voit aussi sa ministre de Marseille aveugle à une criminalité inouïe - pas un mot à ce sujet dans le long entretien précité - comment donner tort aux Français ? ■